



MONNIER (Laurent),  
JEWSIEWICKI (Bogumil),  
DE VILLERS (Gauthier) (dir.)  
*CHASSE AU DIAMANT AU CONGO/ZAÏRE*

Tervuren, Institut africain-Cedaf, Paris, L'Harmattan,  
« Cahiers africains », n° 45-46, 2001.

### LE POINT DE VUE DE STEPHEN JACKSON

**D**ans les années 1990, il semble que les conflits en Afrique soient devenus de plus en plus « économiques ». Les conflits de la guerre froide font toujours rage, comme en Angola, mais la convoitise des diamants ou du pétrole paraît avoir remplacé les clivages idéologiques comme premier motif de la violence. De nouvelles guerres ont éclaté, en relation avec les richesses géologiques du continent : les diamants, encore, en Sierra Leone et en RDC, les ressources pétrolières au Soudan, etc. Pour une large part, la logique de ces conflits relève d'une forme prédatrice de l'accumulation capitaliste, reposant sur ce que l'on pourrait appeler, en paraphrasant Chabal et Daloz, une « instrumentalisation économique du désordre<sup>1</sup> » : les élites politiques – ou les groupes armés qui s'opposent à elles – utilisant la violence pour obtenir et contrôler l'accès aux ressources lucratives. En fait, le processus s'auto-alimente : la violence permet l'exploitation des ressources, et celles-ci nourrissent à leur tour la violence.

Face à cette recrudescence de la violence économique (voir notre contribution dans ce même numéro), on assiste au développement d'une nouvelle littérature consacrée à l'économie politique des conflits fondés sur l'exploitation des ressources<sup>2</sup>. Ces travaux

ont le mérite d'attirer l'attention sur les motivations des « entrepreneurs de l'insécurité » guidés par la quête du profit. Toutefois, ils surestiment souvent les déterminants économiques : en témoignent, par exemple, les récentes publications de P. Collier, notamment sa contribution à l'ouvrage *Greed and Grievance*, dirigé par Berdal et Malone, qui utilise des tours de passe-passe économétriques discutables pour défendre l'idée que « les conflits sont beaucoup plus probablement causés par les opportunités économique que par les doléances ou les griefs (*grievances*)<sup>3</sup> ».

L'excellent dossier des « Cahiers africains » consacré à *La Chasse au diamant au Congo/Zaïre* renverse habilement ce réductionnisme en soulignant que ceux qui risquent leur vie et leurs moyens d'existence à chasser les diamants en RDC le font pour d'autres raisons que le seul profit. Tout au long de cet ouvrage collectif court une idée force : les énormes richesses accumulées dans la chasse au diamant, plutôt que d'éroder les cultures « traditionnelles » au profit d'un capitalisme brut, sont l'occasion de nouvelles hybridations culturelles entre les normes traditionnelles de masculinité, de consommation et d'hospitalité ostentatoires d'une part, et les effets destructurants de la dollarisation et



de l'insertion dans l'ordre de la globalisation économique d'autre part. Les diamants, en somme, bouleversent les représentations sociales et les économies morales des Congolais.

« SI L'ESSENTIEL DE CET OUVRAGE ANALYSE LA CHASSE AU DIAMANT DANS SON CONTEXTE CULTUREL LOCAL, IL N'IGNORE PAS POUR AUTANT LES CHÂÎNONS SUPÉRIEURS DU CYCLE DE LA MARCHANDISE. »

François Misser et Olivier Vallée montrent ainsi que la dérégulation de la chasse aux diamants à laquelle participe une partie de la jeunesse congolaise est une opportunité relativement récente, résultant de « la combinaison de la libéralisation de l'exploitation du diamant en 1982 [et de] l'effondrement de la production de la Gécamines » (la fameuse entreprise minière d'État, pillée par les oligarques du mobutisme). Ces événements ont entraîné l'émergence du phénomène des « bana Lunda », les « enfant de Lunda », ces jeunes d'origines ethniques variées qui ont migré vers les régions frontalières de l'Angola, riches en gemmes, pour s'investir eux-mêmes dans la chasse.

Toutefois, Filip De Boeck ajoute avec force que, si l'exploitation artisanale du diamant est relativement nouvelle au Congo/Zaïre, en revanche les formes d'hybridation culturelle qu'elle génère ne le sont pas vraiment : elles sont « beaucoup moins postcoloniales qu'on a tendance à le penser ». Les deux contributions de F. De Boeck à ce volume attestent l'intérêt majeur d'une analyse anthropologique de l'économie d'extraction dans ce contexte de turbulences politiques et culturelles. S'appuyant sur des données ethnographiques extrêmement riches, recueillies

dans les régions aluund du Sud-Ouest congolais, il fournit une interprétation du phénomène des bana Lunda qui réfute les théories conventionnelles de la globalisation se fondant sur des oppositions dépassées entre centre et périphérie.

Les jeunes gens qui risquent leurs vies pour les gemmes interprètent leurs expériences à travers des lentilles culturelles, celles de la chasse, et dans le but d'acquiescer un statut social, « pour être considéré aux yeux de Dieu », comme le dit un mineur. L'acquisition de ce statut exige, de la part des chasseurs de diamants, le déploiement quasi ritualisé de modes de consommation ostentatoires qui constituent autant de variations du phénomène du « potlatch ». De façon amusante, De Boeck, en tant qu'anthropologue, est devenu lui-même la cible de ce genre de *Renommiergeld* maussien : « Imaginez ma surprise, confesse-t-il, quand [...] à Kikwit, un homme totalement inconnu courut vers moi pour me donner 50 \$ afin que, dit-il, "je m'achète des cigarettes". » Mais le « sacrifice » rituel d'une partie des sommes amassées durant la « chasse » sert aussi d'autres buts culturels, à savoir : « domestiquer » ces diamants et ces dollars qui, « comme le gibier, se comportent de manière imprévisible ». La possibilité d'enrichissement rapide suscite la crainte de voir ce succès disparaître aussi précipitamment. Les « creuseurs » tentent de parer à ces éventualités d'échec grâce à une « nouvelle magie » adaptée à la « nouvelle situation », pour reprendre la formule des Comaroff<sup>4</sup>. Aussi bien J. Omasombo Tshonda que F. De Boeck, dans leurs contributions respectives, examinent l'importance nouvelle acquise par les féticheurs, ainsi que l'observation de nombreux tabous censés garantir la bonne fortune dans la chasse au diamant. Sabakinu Kivilu, quant à lui, note que nombre de ses interlocuteurs bana Lunda interprètent le temps passé dans les champs de diamants comme un rite de passage : « J'avais échappé à la mort ; il faut fêter le retour à la vie. »

Si l'essentiel de cet ouvrage analyse la chasse au diamant dans son contexte culturel local (bien que le local soit ici profondément « globalisé »), il n'ignore pas pour autant les chaînes supérieures du cycle de la marchandise. Hugues Leclercq analyse ainsi en profondeur la contribution majeure du diamant à l'économie de guerre congolaise. François Misser et Olivier Vallée, dans leur enquête caustique sur « La guerre ou les affaires ? », fournissent un tableau important des « gemmocrates » qui opèrent aux points nodaux de cette chaîne, notamment – et parmi d'autres – les intermédiaires expatriés, « les acteurs politiques dont le pouvoir est lié au contrôle de la richesse diamantifère », « les prédateurs des multiples services de la douane, des finances, de la police, des renseignements et de la présidence » ; tous ceux pour qui, en somme, « la désorganisation caractéristique du "système Kabila" présente un avantage concret ». Dans un bref chapitre conclusif, G. de Villers raconte « l'affaire Ngokas », un diamant d'une « blancheur rare », découvert en juin 2000 dans les environs de Mbuji-Mayi, et qui, avec ses 265,85 carats, serait deux fois plus gros que le célèbre diamant Kohinoor de la couronne britannique. Cette histoire picaresque incroyable, avec son lot de batailles fascinantes, de destruction réciproque pour le contrôle, *de jure* ou *de facto*, de cette gemme

convoitée, fournit un condensé symbolique de la plupart des thèmes explorés par les autres contributions du dossier.

« CET OUVRAGE APORTE UN PRÉCIEUX  
CONTREPOIDS AUX INTERPRÉTATIONS  
RÉDUCTIONNISTES DES ÉCONOMIES  
D'EXTRACTION MINIÈRE  
EN AFRIQUE. »

En définitive, cet ouvrage apporte un précieux contrepoint aux interprétations réductionnistes des économies d'extraction minière en Afrique, en soulignant l'importance des interprétations symboliques, culturelles et historiques des contextes dans lesquels cette activité se déroule. Un regret toutefois : alors que les études d'économie politique proposées dans ce volume analysent les transformations du commerce diamantifère depuis le déclenchement de la guerre de 1998, les matériaux ethnographiques, plus culturels, utilisés dans la dernière partie de l'ouvrage par De Boeck, Kivulu et Omasombo Tshonda, sont issus de longues enquêtes de terrain antérieures à cette date. On attend donc désormais avec impatience la publication par ces auteurs de nouvelles recherches.

**Stephen Jackson**

Université de Cork, Irlande

1. P. Chabal et J.-P. Daloz, *L'Afrique est partie ! Du désordre comme instrument politique*, Paris, Economica, 1999.

2. Voir P. Le Billon, *The Political Economy of War: What Relief Agencies Need to Know*, Londres, Humanitarian Practice Network Paper 33, ODI, 2000, qui fournit une bonne introduction à cette vaste littérature ainsi qu'une bibliographie commentée.

3. Voir P. Collier, « Doing well out of war: an economic perspective », in M. Berdal et D. M. Malone (eds), *Greed and Grievance: Economic Agendas in Civil Wars*, New York, International Peace Academy, 2000.

4. J. et J. Comaroff, « Occult economies and the violence of abstraction: notes from the south african postcolony », *American Ethnologist*, 26 (2), 1999, pp. 279-303.



## LE POINT DE VUE DE DIDIER PÉCLARD

À l'heure où se multiplient conférences diplomatiques et prises de position officielles à propos des *conflict diamonds*, et où l'on annonce l'émission de certificats d'origine pour permettre l'entrée des diamants bruts sur le marché international comme moyen de résoudre certains conflits dits « de basse intensité » en Afrique, la lecture de cet ouvrage a quelque chose de salutaire. Non pas que les études réunies dans cette livraison des « Cahiers africains » se concentrent sur la question du diamant comme combustible des

« LE RÔLE ET L'IMPORTANCE  
DU DIAMANT DANS LE POLITIQUE  
EN AFRIQUE DÉPASSENT LA QUESTION  
DE SA CONTRIBUTION À L'EFFORT  
DE GUERRE DE MOUVEMENTS  
"REBELLES" CONTRE LEURS  
GOUVERNEMENTS. »

conflits en RDC ou en Angola ; le point de vue des auteurs va bien au-delà, et l'un des mérites des textes réunis ici est de montrer justement, à l'aide d'une multitude de témoignages aussi saisissants qu'éclairants, à quel point le rôle et l'importance du diamant dans le politique en Afrique dépassent de très loin la question de sa contribution à l'effort de guerre de mouvements « rebelles » contre leurs gouvernements. En cela, ces textes sont aussi une réponse au réductionnisme économique qui caractérise une bonne partie de la recherche récente sur les « petites guerres » en Afrique, qui seraient déterminées et ne s'expliqueraient que par l'avidité de certains entrepreneurs militaires.

Comme l'explique Laurent Monnier dans son introduction, la question du « pillage [des ressources diamantifères] par les gemmo-

crates [selon l'expression de F. Misser et O. Vallée <sup>1</sup>] nationaux et par des étrangers » (p. 9) est l'arbre qui cache la forêt de pratiques sociales liées à l'exploitation et à la commercialisation des diamants. Et l'originalité du propos de ce volume tient précisément en ce qu'il s'attache à étudier la « chasse au diamant » en tant qu'expression des multiples changements sociaux qu'a entraînés, au Congo/Zaire, la « dé-salarisation » de l'économie, et à comprendre « les transformations apportées par les pratiques de survie au niveau des relations sociales et de l'appréciation éthique des formes de la vie sociale » (p. 10). Une perspective « par le bas », donc, qui fait une large place aux récits de vie de protagonistes de cette « chasse », et dont l'intérêt réside notamment dans le fait qu'elle ne se limite pas à aborder le diamant comme un objet de convoitise pour sa valeur marchande, mais qu'elle le considère également dans sa dimension symbolique et morale.

Mais l'importance qu'a prise la « chasse au diamant » dans les années 1990 est peut-être au premier chef l'expression d'un contexte économique particulier. Depuis le début des années 1980, la part de l'exploitation artisanale dans les exportations de diamants du Congo/Zaire n'a cessé de croître, tant en quantité qu'en valeur, pour atteindre en 1998 plus de 70 % du total. Cette situation résulte, dans un premier temps, de la libéralisation de l'exploitation et du commerce des pierres précieuses décidée par Mobutu en 1982, mais surtout de la crise économique et de la « dé-salarisation » de l'économie congolaise des années 1990, qui a incité des dizaines de milliers d'hommes – et de femmes – à se lancer dans l'aventure du diamant pour survivre. Elle va aussi de pair avec la désagrégation de l'État zairois sous Mobutu, bien sûr,

et avec le déclin de son patrimoine minier, qui a poussé de nombreux anciens employés de la Gécamines ou de la Miba vers l'exploitation artisanale du diamant. Les multiples témoignages recueillis dans cet ouvrage sont de précieux outils pour comprendre à la fois les raisons qui ont poussé ces nouveaux « chasseurs » sur des chemins menant plus souvent à la faillite, voire à la mort, qu'à la réussite sociale et économique ; ils éclairent le quotidien des porteurs, creuseurs, plongeurs, et autres membres des « écuries » de chasseurs. La démarche privilégiée dans ce dossier des « Cahiers africains » se révèle particulièrement utile lorsqu'il s'agit de montrer que les Congolais n'ont pas été les victimes passives de ces vagues de dérégulation, mais qu'ils ont au contraire fait preuve d'un dynamisme qui rend la lecture des récits de vie de creuseurs d'autant plus passionnante qu'ils ne tombent jamais dans le misérabilisme. Bien sûr, l'univers du diamant est, à bien des égards, impitoyable. Son extraction, notamment dans les carrières des alentours de Kisangani que décrit J. Omasombo Tshonda, se fait dans un contexte de contrôle politique et policier qui a tout du pouvoir discrétionnaire, la vie du camp étant réglementée jusque dans ses moindres détails, de l'obligation de « posséder un W.-C. personnel ou familial » à l'interdiction « de se coucher nu sur un lit » ou de « se laver nu à la rivière ou sous sa douche », en passant par la nécessité de porter sur soi en permanence son « jeton », distribué lors de l'entrée dans la carrière, et qui fait office de carte d'identité (pp. 123-124). De même, le parcours des bana Lunda – ces jeunes (pas tous Lunda, tant s'en faut, puisque le terme fait plutôt référence à un espace géographique et historique à cheval sur la RDC et l'Angola) qui s'en vont tenter leur chance dans l'exploitation ou la commercialisation des diamants dans la province angolaise de Lunda Norte – se caractérise par une violence extrême, et nombreux sont ceux qui

reviennent au point de départ plus pauvres qu'avant, ou qui ne reviennent jamais.

Mais les textes réunis ici dépassent ce premier niveau d'analyse, et tendent à montrer que le pouvoir des « seigneurs du diamant » (l'expression est d'Omasombo Tshonda) n'est pas absolu. La « chasse » aux gemmes se fait aussi par le développement de relations de clientèle entre patrons de carrières et une multitude d'acteurs gravitant autour d'eux (un système clientéliste que l'on retrouve en Angola et en Sierra Leone, comme le montre C. Fithen dans les pages qui suivent), et les changements de conjoncture, comme l'arrivée de l'AFDL en 1997 ou du RCD en 1998, ont un impact négatif beaucoup plus direct sur les « gemocrates » que sur les simples creuseurs, dont les activités continuent.

« L'UNIVERS DU DIAMANT  
EST IMPITOYABLE. SON EXTRACTION  
SE FAIT DANS UN CONTEXTE  
DE CONTRÔLE POLITIQUE ET POLICIER  
QUI A TOUT DU POUVOIR  
DISCRÉTIONNAIRE. »

Les « en bas du bas » de la « chasse au diamant » peuvent donc s'insérer dans les multiples interstices de l'édifice diamantaire. À cet égard, le récit de Mado, entrepreneuse congolaise, que Filip De Boeck a recueilli à Kitwit est paradigmatique. On y perçoit comment ce qui pourrait être vu, de prime abord, comme le paroxysme de la soumission, à savoir le sort de femmes réduites à la prostitution au risque de leur vie dans l'univers machiste de la mine, est en fait l'élément clé d'une stratégie d'alliances qui, si elle exige des sacrifices que Mado elle-même « ne tolérerait pas » pour ses petites sœurs, peut s'avérer gagnante d'un point de vue économique. Ainsi Mado profite-t-elle du fait que la femme congolaise est une « marque déposée » en Angola pour se servir des



hommes qui ont « de la valeur [...] parce qu'il[s] [font] tous les travaux lourds ». Les femmes, précise-t-elle, appellent d'ailleurs les hommes des « *bana misala*, ce qui veut dire "travailleur", "domestique", "machine à sous" » (p. 224).

« LES DIFFÉRENTS ARTICLES  
DE CE VOLUME CONTRIBUENT  
DE MANIÈRE FORT INTÉRESSANTE  
AUX DÉBATS SUR LA "GLOCALISATION"  
DU CONTINENT AFRICAIN. »

L'analyse de la « chasse au diamant » en tant que répertoire de pratiques sociales telle qu'elle nous est présentée ici s'inscrit donc bien, que ce soit au niveau local des pratiques quotidiennes de l'extraction et de la contrebande des gemmes, ou à celui, plus général, de sa captation par les « filières gemmocratiques » – que décrivent très bien les contributions de F. Misser et O. Vallée ou de H. Leclercq –, dans la réflexion sur « la dépendance comme mode d'action » et sur les « ressources de l'extraversion » chère, entre autres, à Jean-François Bayart<sup>2</sup>. Parce que, comme le montre fort bien F. De Boeck dans les deux articles qu'il signe, l'itinéraire des bana Lunda est autant le chemin d'une appropriation symbolique et « discursive » (p. 174) de la modernité capitaliste et de la globalisation qu'un simple itinéraire d'accumulation économique. En ce sens, les différents articles de ce volume contribuent de manière fort intéressante aux débats sur la « glocalisation » du continent africain. Ainsi, la consommation ostentatoire et la dilapidation rapide de fortunes en bières, femmes et objets de luxe auxquelles se livrent les bana Lunda une fois rentrés chez eux ne sont pas le signe d'une incapacité de s'adapter à l'économie capitaliste, mais des stratégies d'appropriation de l'économie dollarisée du diamant, et

la traduction de cette dernière dans des idiomes dont la grammaire plonge ses racines, selon De Boeck, dans les sociétés précoloniales. Même si, d'un point de vue méthodologique (je me garderai bien de me prononcer sur l'histoire des sociétés lunda), on peut se demander si De Boeck ne court pas le risque, dans les comparaisons diachroniques qu'il fait, d'aller rechercher dans l'histoire les éléments qui corroborent son analyse du présent, les pistes de réflexion qu'il propose sont très stimulantes.

Au chapitre des pratiques sociales liées à la « chasse au diamant », le répertoire de l'invisible occupe une place de choix, bien entendu. Omasombo Tshonda y consacre une partie de son article, et De Boeck y fait également allusion. Je suis resté tout de même sur ma faim, regrettant le traitement parfois un peu normatif d'Omasombo Tshonda. Si les pratiques auxquelles recourent les creuseurs pour augmenter leur chance de trouver de belles pierres sont en soi fascinantes, si la « cartographie de l'invisible » que ce dernier nous propose pour la ville de Kisangani est intéressante, et montre que la sorcellerie aussi est un phénomène globalisé, il serait intéressant de poser la question du recours à la sorcellerie non pas seulement comme un atout supplémentaire dans la recherche de diamant, mais de faire également le lien entre cet aspect et la question plus générale de l'exercice du pouvoir dans l'univers diamantaire. Il est toujours facile de critiquer un ouvrage sous prétexte qu'il ne traite pas de ce que l'on aurait souhaité y trouver. Tout de même, une catégorie de protagonistes de la « chasse au diamant » aurait peut-être mérité plus d'attention. Je pense ici aux armées et surtout aux compagnies privées de sécurité dont les activités ont prospéré, notamment en Angola, dans le sillage de l'exploitation diamantaire. Certes, les armées sont bien présentes dans toutes les contributions, soit lorsque F. Misser et O. Vallée analysent les

liens entre guerre et affaires, soit lorsque nous suivons les itinéraires des bana Lunda sur la frontière congo-angolaise, et les forces privées de police sont omniprésentes dans l'univers des carrières. Mais elles sont là comme une évidence, comme une portion incontournable du décor de l'activité diamantaire plus que comme partie intégrante de la recherche.

Or, un questionnement qui replacerait dans son contexte social, ethnique, moral et historique l'intervention des armées et des compagnies de sécurité dans la « chasse au diamant » ferait peut-être ressortir des itinéraires intéressants d'accumulation économique et de captation symbolique d'un ordre nouveau – comme le font pour d'autres catégories de population, et de manière fort convaincante,

les études présentées ici. Reprendre la problématique novatrice des auteurs de ce cahier pour l'appliquer à ces acteurs incontournables de l'univers du diamant permettrait peut-être de jeter un autre regard sur eux, et de chercher dans leur activité autre chose que la simple logique de prédation censée déterminer les guerres actuellement en cours en RDC ou en Angola.

**Didier Péclard**

Université de Bâle

1. F. Misser et O. Vallée, *Les Gemmocraties. L'économie politique du diamant africain*, Paris, Desclée de Brouwer, 1997. Voir aussi leur contribution au volume discuté ici.

2. J.-F. Bayart, « Africa and the world: a history of extraversion », *African Affairs*, vol. 99, n° 395, avril 2000, pp. 217-267.

## LE POINT DE VUE DE CASPAR FITHEN

**L**a *Chasse au diamant au Congo/Zaire* est une étude extrêmement claire et détaillée de la production et du commerce artisanal de diamant dans le bassin du Congo. Faisant suite au livre de F. Misser et O. Vallée, *Les Gemmocraties*, il s'agit d'une contribution très importante pour la compréhension du caractère pérenne de l'exploitation informelle du diamant dans un contexte d'effondrement de l'État. L'ouvrage attire en outre l'attention sur la vie quotidienne dans les mines. Dans le passé, les dynamiques socio-économiques fluides qui gouvernent au jour le jour le fonctionnement d'un processus essentiellement préindustriel ont souvent été négligées par ceux qui cherchaient à interpréter les mécanismes complexes des économies politiques clandestines. C'était une erreur : les stratégies mises en œuvre par l'artisan mineur comme par ceux qui l'assistent ou l'accompagnent

dans cette activité proprement globale doivent, selon moi, constituer un paradigme ethnographique pour des analyses économiques plus larges.

La désalarisation, par exemple, est un phénomène qui touche tous les Africains, pas seulement ceux qui vivent à l'intérieur des frontières de la République démocratique du Congo. Gestion financière désastreuse, détournements de fonds, dérèglements causés par l'ajustement structurel ont abouti à appauvrir des millions de petits fonctionnaires à travers le continent. Des salaires dérisoires, gelés pendant des années d'inflation galopante, n'ont offert d'autre alternative à ces personnes, pour assurer leur bien-être et celui de leurs dépendants, que de formuler de nouveaux modes de survie. Le diamant présente une solution remarquablement efficace à ces problèmes. Néanmoins, comme le montrent



les auteurs de cet ouvrage, la dépendance à l'égard de cette seule marchandise, de surcroît versatile, mène à la perpétuation des conflits et à une instabilité politique plus grande.

« EN SIERRA LEONE,  
CE SONT SES ORIGINES COLONIALES  
ET SES ADAPTATIONS PAR LES RÉGIMES  
POSTCOLONIAUX SUCCESSIFS  
QUI ONT DONNÉ À L'INDUSTRIE  
ARTISANALE SON RÔLE CENTRAL DANS  
L'EXERCICE DU POUVOIR D'ÉTAT. »

Ma propre expérience, en Sierra Leone, de l'industrie artisanale du diamant alluvial entre 1992 et 1997, correspond globalement à ces observations. Cependant, ses caractéristiques sont significativement différentes de celles de l'« expérience congolaise ». Car, en Sierra Leone, ce sont ses origines coloniales et ses adaptations structurelles empiriques par les régimes postcoloniaux successifs qui ont donné à l'industrie artisanale son rôle central dans l'exercice du pouvoir d'État. Le diamant fut découvert en Sierra Leone à la fin des années 1930, et c'est la De Beers qui reçut peu après le monopole de son exploitation et de sa commercialisation. En 1956, cependant, face à la généralisation de l'orpaillage clandestin, les Britanniques mirent en place un Programme d'exploitation du diamant alluvial (Alluvial Diamond Mining Scheme).

Les autorités coloniales proposèrent en effet qu'un Bureau gouvernemental de l'or et du diamant (Governmental Gold and Diamond Office) rachète la production auprès d'un certain nombre d'entreprises privées locales qui se verraient attribuer des licences d'exploitation sur des terres situées dans le territoire du Kono, dans l'est du pays, mises à disposition par un conglomérat (le Sierra

Leone Selection Trust, SLST) contrôlé par la De Beers. Ce système fonctionna jusqu'à l'accession au pouvoir, en 1968, du parti de Siaka Stevens, le All People's Congress (APC). Originaire du nord du pays, Stevens arriva au pouvoir grâce à un contre-coup d'État qui mit fin au règne du Sierra Leone People's Party, qui représentait largement les intérêts des gens du Sud. Or, la majeure partie des dépôts diamantifères du pays étaient localisés dans des zones qui tombèrent sous le contrôle des opposants. Stevens était alors pleinement conscient que l'une de ses principales tâches politiques consistait à restructurer l'élite du Kono et à créer de nouveaux réseaux de sympathisants et de partisans de l'APC. Le contrôle de l'économie du diamant devait être entre les mains du parti dirigeant. Dans cette perspective, il était nécessaire de saper le pouvoir des chefs indépendants du Kono, puis de tenter de restaurer le pouvoir local, en s'appuyant seulement sur les autorités traditionnelles et leurs réseaux de soutien disposés à favoriser le régime de Freetown.

Cette tactique rencontra un large succès, tant au plan politique qu'au plan électoral. Mais le coup de grâce de l'ordre ancien vint lorsqu'il fut soudainement mis fin au contrat du SLST. Sous une apparence pseudo-nationaliste, Stevens créa en effet la Compagnie nationale des mines de diamant (National Diamond Mining Company, NDMC). Inutile de dire que cette NDMC devait être dirigée par des clients loyaux envers la clique de Stevens, et devait permettre d'assurer à Freetown des revenus miniers en contournant les bureaucrates et les chefferies anti-APC du Kono. Mais, plus important encore, c'est le ministère des Mines qui devint la seule autorité de tutelle, réservant au parti au pouvoir la capacité de délivrer des licences commerciales. Ainsi se trouvait fermement établi le dispositif patron/client qui devait préserver durablement le pouvoir de l'APC.

En 1973, afin de s'insinuer dans les bonnes grâces de rivaux potentiels, Stevens fit passer un train de mesures concernant la NDMC. Un Programme minier de contrat de coopération (Co-operative Contract Mining Scheme, CCMS) fut mis en place, alors que s'exprimait à nouveau le mécontentement à l'encontre du contrôle étatique des ressources. Au départ, ce nouveau programme était conçu pour offrir à des compagnies privées la possibilité d'exploiter directement quelques-uns des meilleurs sites, auparavant concédés à la NDMC. Dans les faits, le CCMS fut développé pour récompenser de leur soutien au parti les alliés de premier plan. De vastes profits furent ainsi réalisés dans ce secteur primaire qui nécessite de faibles investissements financiers personnels. En instaurant cette tendance, Stevens encouragea les attentes des élites, ce qui contribua à limiter, jusqu'à nos jours, le développement politique et économique.

Avant la mise en place du CCMS, toute commercialisation légale des diamants à l'étranger était conduite par le Dicor, une filiale de l'Organisation centrale de vente (Central Selling Organisation, CSO) de la De Beers. Ce système, créé en même temps que l'ADMS, en 1956, n'avait pas été officiellement remis en question : l'exportation légitime restait l'apanage de la seule CSO, et les envois quittaient directement la Sierra Leone pour Londres. Or, ce fait constituait un problème pour les élites politiques, contraintes de vendre une certaine proportion de marchandises à travers les canaux officiels de la De Beers, toutes les ventes se faisant, selon les termes du contrat de la CSO, en monnaie locale (le leone), rendant ainsi difficile l'échange de devises. À cela s'ajoutait la forte probabilité d'une dévaluation du leone face au dollar et à la livre sterling. Sans annonce préalable, Stevens mit donc fin au monopole de la De Beers et autorisa des opérateurs privés à exporter jusqu'à 20 % de la production annuelle. Ces exportateurs, bien entendu,

étaient tous nommés par Stevens en personne. Il s'agissait d'un assortiment d'individus très en vue dans le monde des affaires, ayant pour la plupart des origines libanaises ou afro-libanaises. Les raisons de ces choix étaient claires : ils rendaient possible un accès aux marchés extérieurs du diamant hors du contrôle de la CSO, offraient des facilités de crédit au Moyen-Orient et permettaient la mise en place de mécanismes d'échange de devises pour le gouvernement et ses clients.

« IL S'AGISSAIT D'UN ASSORTIMENT  
D'INDIVIDUS TRÈS EN VUE DANS  
LE MONDE DES AFFAIRES,  
AYANT POUR LA PLUPART DES ORIGINES  
LIBANAISES OU AFRO-LIBANAISES. »

Le système patrimonial de Stevens dura jusqu'à sa retraite en 1985. L'héritage qu'il laissait au général J. S. Momoh, le successeur qu'il s'était personnellement choisi, était un système économique presque entièrement dépendant du crédit libanais. Pour l'APC, cette dépendance eut des répercussions inattendues et indésirables. En établissant leurs propres réseaux de patronage grâce à la dissémination d'emprunts privés assis sur le diamant du Kono, des hommes d'affaires chiites et maronites possédant des relations bancaires à Beyrouth étaient en train d'acquiescer un réel pouvoir politique indépendant. Arrivé à la présidence, Momoh tenta de mettre un terme à la domination économique et politique croissante des financiers libanais.

Il se passa quelque temps avant que les vraies multinationales n'arrivent au Kono. Les premiers arrivants furent des aventuriers commerciaux hauts en couleur, qui n'étaient aucunement liés par les considérations éthiques qui sont celles des compagnies responsables



devant leurs actionnaires. Tout en exportant des diamants, ils permirent à Momoh de réquisitionner et d'importer du riz et de l'huile en contournant les réseaux libanais des hommes de Stevens. Initialement, le système fonctionna : l'argent du diamant rentrait dans les caisses du Trésor et l'État pouvait payer ses arriérés au FMI. Politiquement, Momoh acquit même une marge de manœuvre en dehors des anciens réseaux, mais la présence de figures nouvelles de premier plan dans les champs diamantifères provoqua un certain ressentiment chez de nombreux acteurs libanais et sierra-léonais qui connaissaient alors une érosion significative de leurs intérêts commerciaux.

« TOUT FUT REMIS EN CAUSE  
LORSQUE LE PRÉSIDENT DU NPRC  
FUT PHOTOGRAPHIÉ EN SUÈDE,  
EN TRAIN SEMBLE-T-IL D'ÉCOULER  
DES DIAMANTS. »

Par ailleurs, Momoh se rendit rapidement compte qu'il devenait aussi dépendant de ce petit groupe des nouveaux acteurs commerciaux, que l'avait été Stevens des Libanais. Cette relation troublée se poursuivit jusqu'à ce que Momoh, conseillé par des représentants du FMI, s'adjoigne les services de compagnies plus fiables pour exploiter les dépôts du Kono. Des discussions avec des multinationales américaines eurent lieu et, en 1990, fut lancée une ultime tentative de résolution de la question de l'exploitation illégale. L'« Opération État propre » (Clean State Operation) provoqua l'éviction de 15 000 mineurs illégaux. Certains d'entre eux, frustrés et dépossédés de tout, furent aisément recrutés, à partir de l'année suivante, par un Front révolutionnaire uni (Revolutionary United Front, RUF) en voie de formation. Les tentatives menées par Momoh de réguler le secteur artisanal du diamant alluvial n'aboutirent en

définitive qu'à détruire la crédibilité de sa gestion. L'avancée du RUF devait l'achever politiquement.

La chute du régime de Momoh fut provoquée par le National Provisional Ruling Council (NPRC) en 1992. L'État était en situation de banqueroute et au bord de l'effondrement. Le RUF gagnait régulièrement du terrain, mais le Trésor public ne pouvait faire face aux problèmes des soldes impayées des militaires et des magasins vides. La machine de guerre du NPRC avait désespérément besoin d'armes et de riz, qui lui furent largement fournis par les pays d'Europe de l'Est en échange de diamants bruts.

Sécuriser la région du Kono était donc décisif pour assurer la survie du NPRC, dont beaucoup pensaient, à l'intérieur du régime, que la raison d'être était la défense de la capitale. En outre, il existait aussi le risque d'une révolution de palais. Le loyalisme au sein de l'armée n'étant nullement acquis, la meilleure assurance pour le régime consistait à mettre en place une politique de développement du Kono. Cette politique fut effectivement suivie, de façon voilée ; mais tout fut remis en cause lorsque le président du NPRC fut photographié en Suède, en train semble-t-il d'écouler des diamants. La Cour suprême de l'État envoya un message au reste de l'armée : ses efforts politiques s'avéraient sans espoir dans le long terme, et il était maintenant temps de choisir entre la retraite ou l'exil. Afin de prolonger sa période d'enrichissement, le régime fit alors appel à des compagnies militaires privées étrangères pour lutter contre le RUF. De façon assez peu surprenante, celles-ci furent payées à leur tour en concessions diamantifères qui devaient être exploitées par leurs propres auxiliaires. Alors que le NPRC tombait le masque, le Kono devint une zone totalement dérégulée, préindustrielle et militarisée. Des officiers qui avaient naguère abandonné leur poste sur la frontière libérienne se portèrent tout à coup

volontaires, avec un sens tout neuf du sacrifice et du patriotisme. Des bataillons d'infanterie entiers troquaient leurs fusils d'assaut contre des pelles et commençaient à creuser, souvent sans avoir même conscience du danger que causait l'abandon de leur devoir professionnel.

Lorsque la coalition gouvernementale démocratiquement élue du SLPP arriva au pouvoir en 1996, en remplacement du NPRC, elle ne perdit pas de temps avant de se mettre à exploiter ce qui restait des concessions du Kono. Dans l'esprit de ses résidents, tant africains que libanais, il faisait peu de doute que le SLPP avait l'intention d'utiliser ses nouvelles possessions de la même façon que l'avait fait l'APC. Le modèle de réallocation fut d'ailleurs purement APC : des « blocks » furent alloués aux élites politiques, sans prise en compte des risques que ce clientélisme affiché faisait courir au délicat équilibre des pouvoirs de l'après-guerre. Pour de nombreux observateurs, cette manière de faire parut aussi cupide qu'irréfléchie : la majorité des bénéficiaires étaient en effet des Mendé, qui avaient également accès aux propriétés diamantifères familiales dans les régions de Tongo Field et de Zimmi, dans le sud du pays. Alors que le SLPP courait à sa perte, survenue en mars 1997, des officiers mécontents commencèrent à propager leur ressentiment en direction de Tongo Field, ce qui provoqua des affrontements directs avec les milices pro-SLPP et aida au déclenchement du coup d'État conduit par les nordistes du Conseil révolutionnaire des forces armées (Armed Forces Revolutionary Council, AFRC).

Le règne court et brutal du AFRC, allié au RUF, fut marqué par neuf mois de pillage frénétique du Kono, tandis que les deux autres champs diamantifères du pays, Tongo et Zimmi, devinrent le théâtre de luttes sporadiques entre les milices pro-SLPP largement

mendé, et des bandes opportunistes de soldats et de rebelles. La chute de l'AFRC en 1998 et la réinstallation au pouvoir d'une coalition dirigée par le SLPP et conduite par Ahmed Tejan Kabbah ont vu la lente réinstauration du *statu quo ante*.

« UN GRAFFITI, SOUVENT VU  
SUR LES MURS TOUT AU LONG  
DU CONFLIT EN SIERRA LEONE,  
DIT QUE LE DIAMANT  
EST UNE MALÉDICTION. »

Aujourd'hui, la guerre commence à s'apaiser, tendance favorisée par la présence d'une force de maintien de la paix dominée par la Grande-Bretagne.

Dans ce contexte, des rapports récents suggèrent que la normalité (au sens politique et commercial que l'on donne à ce terme en Sierra Leone) devrait être rapidement restaurée dans les champs diamantifères. Cependant, l'intérêt manifesté par la communauté internationale en faveur de l'instauration d'une démocratie multipartite dans le pays constituera un défi nouveau et extrêmement sérieux pour un secteur qui reste dominé, du fait de ses caractéristiques géologiques, par la production alluviale artisanale. Un graffiti, souvent vu sur les murs tout au long du conflit en Sierra Leone, dit que le diamant est une malédiction. Il reste à savoir si les régulations globales sur le commerce et le pluralisme à Freetown sont en mesure de changer, dans le Kono, les rudes réalités politiques du « *daimon bisnes* ».

**Caspar Fithen**  
Afrika editor, *Oxford Analytica*